

Form (ever) follows function

Restauration des Bains Dunkerquois

La forme suit (toujours) la fonction

Considéré comme l'un des maîtres de l'École de Chicago, l'architecte américain Louis SULLIVAN (1856-1924) a défini par cette formule devenue célèbre le principe du «fonctionnalisme». Ce principe prétendant que c'est exclusivement de l'usage auquel est destiné un bâtiment que doit découler la forme de celui-ci. On ne construit pas une gare comme on construit une piscine, et vice-versa.

Sans entrer dans la polémique (toujours aussi vive parmi les architectes et autres urbanistes) déclenchée par cette considération, on peut au moins soutenir que l'idée établit une chronologie (presque) irréfutable...

Utilitas - Venustas - Firmitas

Connu pour être l'un des premiers théoriciens de l'architecture classique, le romain VITRUVÉ (vers 90 avant Jésus Christ - vers 20 avant Jésus Christ) a fixé sur ces trois notions indissociables, UTILITE-BEAUTE-SOLIDITE, l'élaboration de toute construction. On peut au moins constater que la notion de la durabilité existait déjà, plus de 20 siècles avant qu'on en fasse un attribut de «développement» économique et politique ! On peut également louer l'extraordinaire succès de cette triade. Nos villes, quand elles n'ont pas été défigurées par les guerres ou les projets immobiliers irrévérencieux, sont le témoignage éloquent de la pertinence de cette idée d'une architecture cohérente et... humaniste.

Ces deux conceptions, l'une américaine, l'autre romaine, certes très éloignées dans le temps et dans l'espace, sont de la même façon héritières d'une vertu humaine, a priori universelle et intemporelle : le bon sens. Ne boudons pas notre plaisir de défendre ce bon sens que certains gardiens de la bien-pensance moderne considèrent comme ringard et inutile.

Et nous disons qu'il n'est pas nécessaire de recourir à des «experts» pour déclarer que cette

Une affaire à suivre ...

hiérarchie de «la forme après la fonction» vaut autant pour une réhabilitation que pour une construction.

Mais à Dunkerque, on pense différemment comme on pense approximativement !

Ce lundi 27 juin 2011, le Conseil Municipal avait à débattre d'une demande de financement pour la suite des travaux de **restauration des Bains Dunkerquois**. La nécessité de cette réhabilitation a été suffisamment défendue dans nos colonnes - et en public - pour que nous soutenions tout ce qui contribue à redonner vie à ce bâtiment.

Après le traitement cosmétique sur la façade, il est donc question du «clos couvert». Autrement dit de rendre à l'édifice un toit. Personne ne peut en nier l'utilité, mais... **car il y a un grand mais** : pourquoi maintenir une démarche contraire au bon sens ?

En effet, aucune discussion, aucune information, de quelque ordre que ce soit, : rien ne s'est produit pour définir la nouvelle **FONCTION** du bâtiment. Il est donc curieux d'envisager la construction d'un toit comme si cette partie indispensable de l'édifice disposait d'un modèle unique, adapté à tous les besoins.

Regardez autour de vous, posez la question aux techniciens, aux ingénieurs, aux usagers : le toit universel, ça n'existe pas ! Sauf à Dunkerque puisque son Maire en a décidé autrement.

L'argument de la Municipalité est d'abord économique : on peut obtenir le financement puisqu'il suffit de le demander. Profitons de l'aubaine et des 500.000 euros que la Fondation du Patrimoine pourrait verser sur les 864.500 euros hors-taxes de budget prévisionnel.

La belle affaire que voilà !

Quelle logique implacable !

Il est vrai que l'argent pousse dans les arbres, que la crise est une invention de capitalistes féroces, tout comme la dette nationale est une affabulation de grincheux...

Qu'importe donc que l'on construise un toit que le futur exploitant (appelons le prudemment ainsi) pourrait devoir modifier, voire démolir. L'argent, comme les promesses non tenues, coule à flot inépuisable...

Qui paiera ce que les adeptes du bon sens ont pour habitude de nommer «gaspillage» ? Il y a fort à parier que la collectivité sera largement sollicitée (il reste quand même une dépense minimum de 365.000 euros à assumer). Et, question trop souvent évincée des débats : qui finance la collectivité ?

Heureux qui comme le contribuable a supporté une belle dépense...

Tout cela conforte un sentiment d'aberration et de mépris. La demande d'un débat autour de la «reconversion» des Bains Dunkerquois a certes été entendue (nous aurons été au moins 2 élus à la formuler) mais comme le bégaie l'histoire de notre ville, depuis 1989, les Conseils, Municipaux ou Communautaires, ressemblent davantage à une chambre d'enregistrement de... la volonté d'un seul et même décideur.

Le fait du prince

Une fois de plus, nous aurons vraisemblablement à nous incliner, quelle que soit l'ardeur que nous aurons eu au combat, ou tout au moins au débat, devant une décision qui aura été prise bien avant les discussions démocratiques.

On ne peut désormais que supposer que cette méthode incohérente cache un projet dont une faible poignée d'initiés a connaissance.

Et dire que cet élément du patrimoine appartient à tous les Dunkerquois !

